**CONVENTION POUR LA SAUVEGARDE  
DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION**

**Neuvième session**

**Siège de l’UNESCO, Salle I**

**5 – 7 juillet 2022**

**Point 12 de l’ordre du jour provisoire :**

**Révisions proposées au Règlement intérieur de l’Assemblée générale  
des États parties à la Convention**

|  |
| --- |
| **Résumé**  Les propositions de révision du Règlement intérieur de l’Assemblée générale sont présentées ci-après dans le cadre de l’effort d’harmonisation des règlements équivalents des sept assemblées des conventions de l’UNESCO en matière de culture.  **Décision requise :** paragraphe 10 |

**Antécédents**

1. Il est demandé à cette session de l’Assemblée générale de la Convention de 2003 d’examiner les propositions de révision de son Règlement intérieur, suite aux demandes d’harmonisation des procédures des organes directeurs des conventions de l’UNESCO en matière de culture formulées par les États membres [[1]](#footnote-1).

De 2015 à 2020

1. L’initiative d’harmonisation des Règlements intérieurs de l’ensemble des conventions culturelles remonte à 2015, lorsque la 38e Conférence générale de l’UNESCO[[2]](#footnote-2) a invité toutes les conventions à discuter du suivi des recommandations du rapport de l’auditeur externe pour améliorer leur gouvernance. Lors de sa trente-huitième session en 2015, la Conférence générale de l’UNESCO a créé un groupe de travail à composition non limitée sur la gouvernance, les procédures et les méthodes de travail des organes directeurs de l’UNESCO, dont l’objectif est d’exploiter les possibilités de renforcer la synergie, l’harmonisation, l’efficacité et l’impact. La 39e session de la Conférence générale de 2017 a ensuite examiné le rapport du groupe de travail à composition non limitée[[3]](#footnote-3) et approuvé les recommandations du groupe.[[4]](#footnote-4) Ces recommandations sont particulièrement pertinentes car elles invitent les organes directeurs des conventions de l’UNESCO en matière de culture à étudier, par le biais de larges consultations, de façon plus approfondie, le cas échéant, l’harmonisation de leurs règlements intérieurs et la cohérence de leurs procédures de prise de décision, en tenant compte de leurs mandats et spécificités respectifs.[[5]](#footnote-5)
2. Les organes directeurs de la Convention de 2003 ont discuté, entre 2015 et 2019, de la nécessité d’harmoniser leurs règlements intérieurs avec ceux des autres conventions de l’UNESCO en matière de culture (voir pour l’Assemblée générale : les Résolutions [6.GA 11](https://ich.unesco.org/fr/decisions/6.GA/11?dec=decisions&ref_decision=6.GA), [7.GA 12](https://ich.unesco.org/fr/decisions/7.GA/12?dec=decisions&ref_decision=7.GA) et [7.GA 13](https://ich.unesco.org/fr/decisions/7.GA/13?dec=decisions&ref_decision=7.GA) ; et pour le Comité : les Décisions [13.COM 17](https://ich.unesco.org/fr/decisions/13.COM/17?dec=decisions&ref_decision=13.COM) et [14.COM 19](https://ich.unesco.org/fr/decisions/14.COM/19?dec=decisions&ref_decision=14.COM)). Par la suite, les secrétariats des Conventions de 1972, 2003 et 2005 ont créé, en 2019, un groupe de travail chargé de procéder à une analyse comparative informelle des règlements intérieurs de ces instruments. Ces tentatives ont soulevé la question de savoir quel règlement de quelle convention utiliser comme base de référence pour l’harmonisation. Par conséquent, la huitième session de l’Assemblée générale de 2020 a encouragé le Secteur de la culture à poursuivre ses efforts d’harmonisation tout en invitant le Secrétariat à présenter une nouvelle version consolidée d’un projet de Règlement intérieur lors de la neuvième session de l’Assemblée générale de 2022 (Résolution [8.GA 15](https://ich.unesco.org/fr/decisions/8.GA/15?dec=decisions&ref_decision=8.GA)).

Développements récents

1. Compte tenu des besoins similaires identifiés par les autres assemblées[[6]](#footnote-6) des conventions de l’UNESCO dans le domaine de la culture, la quarante et unième session de la Conférence générale de l’UNESCO de 2021 a examiné un règlement intérieur modèle pour les assemblées des Parties aux conventions de l’UNESCO en matière de culture (ci-après « le Règlement intérieur modèle ») annexé au document [14 C/55](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379755/PDF/379755fre.pdf.multi). La Conférence générale a adopté la [résolution 41C/74](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380399_fre/PDF/380399fre.pdf.multi) par laquelle elle « [prend] du Règlement intérieur modèle pour les assemblées des conventions de l’UNESCO en matière de culture joint en annexe au document 41 C/55, dont lesdites assemblées peuvent s’inspirer pour étudier les moyens éventuels d’harmoniser leurs règlements intérieurs respectifs, le cas échéant ». La Conférence générale a également demandé à la Directrice générale de lui soumettre à sa prochaine session  « un rapport sur le suivi de la présente résolution en ce qui concerne le renforcement de l’efficacité des conventions de l’UNESCO en matière de culture ».

**Révisions proposées**

1. Les révisions proposées se basent étroitement sur le Règlement intérieur modèle qui a été élaboré dans le cadre d’une collaboration entre les secrétariats des sept conventions et l’Office des normes internationales et des affaires juridiques en 2021. Le groupe a réalisé une étude comparative approfondie des textes réglementaires et des procédures de chaque assemblée.Le Règlement intérieur modèle respecte les spécificités et les pratiques de chaque convention et vise à servir de base à l’harmonisation, avec les objectifs suivants :

* Apporter une cohérence terminologique pour permettre une interprétation uniforme ;
* Clarifier les ambiguïtés et formaliser certaines pratiques lorsque c’est utile ;
* Introduire des procédures reflétant les meilleures pratiques des assemblées ;
* Inclure de nouvelles dispositions pour combler certaines lacunes des règlements.

1. L’annexe propose un tableau comparatif indiquant comment les règlements intérieurs contenant dix-neuf articles vont être révisés pour inclure quarante articles (parfois avec différents paragraphes), avec des notes explicatives.
2. Bien que les révisions proposées soient étroitement basées sur le Règlement intérieur modèle, il y a deux dispositions pour lesquelles le modèle n’est pas suivi à l’exception de:

a. La **proposition pour l’Article 11.1** reprend l’Article 3 de l’Assemblée générale de la Convention de 2003 actuellement en vigueur, et formalise les pratiques existantes concernant l’élection du Président, des Vice-Présidents et du Rapporteur. Cette proposition vise à refléter les pratiques de l’Assemblée générale de la Convention de 2003 consistant à élire jusqu’à cinq Vice-Présidents, au lieu des quatre Vice-Présidents prévus dans le Règlement intérieur modèle ceci afin de garantir l’équité géographique, en tenant compte du fait que les fonctions de Président et de Rapporteur sont des nominations individuelles et que, selon les pratiques de l’Assemblée générale et du Comité de la Convention de 2003, la délégation de l’État partie du Président siège au Bureau pour représenter le groupe électoral de cet État.

b. La **proposition pour l’Article 12.2** reprend l’Article 4.2 de l’Assemblée générale de la Convention de 2003 avec une terminologie harmonisée concernant le remplacement temporaire du Président lorsqu’il est absent. Cette proposition vise à maintenir la pratique éprouvée et bien établie de l’Assemblée générale de la Convention de 2003 selon laquelle le Président choisit, à sa discrétion, son remplaçant temporaire, alors que le Règlement modèle suggère de suivre l’ordre alphabétique français des membres du Bureau.

Réunion d’information et d’échange le 31 mai 2022

1. Compte tenu du volume et de la complexité technique des révisions proposées, le Secrétariat a invité les États parties à la Convention de 2003 à une réunion en ligne d'information et d’échange le 31 mai 2022.[[7]](#footnote-7) Quelque 150 membres de 80 États parties y ont participé.
2. Le document de la réunion (document [LHE/22/MEETING ROP/2](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-22-MEETING_ROP-2_FR.docx)) intégrait un tableau comparatif, présentant les révisions proposées une par une, avec les détails, les raisons et les sources de chaque proposition. Ce tableau, à l’Annexe I du présent document, est identique à la version publiée pour la réunion d’information et d'échange (à l’exception d’ajustements linguistiques mineurs[[8]](#footnote-8) qui ont été signalés pendant la réunion).
3. L’Assemblée générale souhaitera peut-être adopter la résolution suivante :

PROJET DE RÉSOLUTION 9.GA 12

L’Assemblée générale,

1. Ayant examiné le document LHE/22/9.GA/12 et son annexe,
2. Rappelant les Résolutions [6.GA 11](https://ich.unesco.org/fr/D%C3%A9cisions/6.GA/11), [7.GA 12](https://ich.unesco.org/fr/D%C3%A9cisions/7.GA/12), [7.GA 13](https://ich.unesco.org/fr/D%C3%A9cisions/7.GA/13) et [8.GA 15](https://ich.unesco.org/fr/D%C3%A9cisions/8.GA/15) et les Décisions [13.COM 17](https://ich.unesco.org/fr/D%C3%A9cisions/13.COM/17) et [14.COM 19](https://ich.unesco.org/fr/D%C3%A9cisions/14.COM/19),
3. Rappelant également la [41C/Résolution 74](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380399_fre/PDF/380399fre.pdf.multi) et le document [41 C/55](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379755/PDF/379755fre.pdf.multi),
4. Félicite le Secteur de la culture et l’Office des normes internationales et des affaires juridiques pour les efforts déployés pour établir le Règlement intérieur modèle, qui offre une vue d’ensemble, et remercie le Secrétariat de la Convention de 2003 d’avoir été le fer de lance de cet exercice comme première Convention de l’UNESCO en matière de culture à étudier les moyens éventuels d’harmoniser son Règlement intérieur,
5. Approuve les révisions du Règlement intérieur de l’Assemblée générale telles que décrites à l’Annexe I de la présente résolution, qui tiennent compte du Règlement intérieur modèle des assemblées des Parties aux conventions de l’UNESCO en matière de culture.

**Règlement intérieur de**

**l’Assemblée générale des États parties à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel**

|  | **Règlement intérieur actuel** |  | **Révisions proposées au Règlement intérieur sur la base du règlement modèle** | **Notes explicatives** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **[Pas de chapitre équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **~~I. PARTICIPATION~~**  **CHAPITRE I**  **FONCTIONS DE L’ASSEMBLÉE** |  |
|  | **[Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article premier**  **Fonctions de l’Assemblée** |  |
|  |  |  | **Conformément à l’article 4 de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après dénommée « la Convention ») adoptée par la Conférence générale de l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture, réunie à Paris, du 29 septembre au 17 octobre 2003, lors de sa 32e session, l’Assemblée générale des États parties (ci-après dénommée « l’Assemblée ») a été établie en tant qu’organe souverain de la Convention. La Convention décrit les fonctions de l’Assemblée. L’Assemblée adopte son règlement intérieur.** | ***Proposition :***  L’article 1 proposé vise à clarifier les fonctions de l’Assemblée dans une première disposition du règlement.  ***Raison de la proposition :***  Il est proposé de conserver le terme « États parties » conformément à la terminologie du texte de la Convention de 2003, et comme prévu dans la proposition de règlement intérieur modèle.  ***Source de la proposition :***  Ce paragraphe reproduit les articles 4.1 et 4.3 de la Convention de 2003[[9]](#footnote-9) et peut également être compris conjointement avec son article 7. |
|  | **I. PARTICIPATION** |  | **~~I~~ CHAPITRE II**  **PARTICIPATION** |  |
|  | **Article premier**  **Participation** |  | **~~Article premier Participation~~**  **Article 2**  **États parties à la Convention** |  |
|  | Sont admis à prendre part aux travaux de l’Assemblée générale des États parties (ci-après dénommée « l’Assemblée »), avec droit de vote, les représentants de tous les États parties à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après dénommée « la Convention ») adoptée par la Conférence générale le 17 octobre 2003. |  | **Les représentants de tous les États parties à la Convention peuvent participer, avec droit de vote, aux travaux de l’Assemblée. ~~Sont admis à prendre part aux travaux de l’Assemblée générale des États parties (ci-après dénommée « l’Assemblée »), les représentants de tous les États parties à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après dénommée « la Convention ») adoptée par la Conférence générale le 17 octobre 2003.~~** | ***Raison de la proposition :***  Le titre complet de la Convention de 2003 et celui de l’Assemblée sont indiqués dans l’article 1 proposé.  Une légère réforme supplémentaire est proposée pour harmoniser sa terminologie avec le règlement intérieur des sept assemblées[[10]](#footnote-10) et utiliser « participer » au lieu de « prendre part ». |
|  | **Article 2**  **Représentants et observateurs** |  | **~~Article 2 Représentants et observateurs~~**  **Article 3**  **Observateurs** |  |
| 2.1 | Les représentants des États membres de l’UNESCO qui ne sont pas partie à la Convention, des membres associés de l’UNESCO et des missions permanentes d’observation auprès de l’UNESCO peuvent participer aux travaux de l’Assemblée en qualité d’observateurs, sans droit de vote et sous réserve des dispositions de l’article 7.3. | **3.1** | **Les représentants des États membres de l’UNESCO qui ne sont pas parties à la Convention, et des membres associés ~~de l’UNESCO~~ ainsi que ~~et~~ des missions permanentes d’observation auprès de l’UNESCO peuvent participer aux travaux de l’Assemblée en qualité d’observateurs, sans droit de vote et sous réserve des dispositions de l’article ~~7.3~~ 16.3.** | ***Raison de la proposition :***  Une légère reformulation de la disposition est proposée pour harmoniser sa terminologie avec le règlement intérieur des autres assemblées et pour éviter la répétition de « de l’UNESCO » dans la même phrase.  L’article 16.3 proposé remplace l’article 7.3 du Règlement intérieur actuel. |
| 2.2 | Les représentants de l’Organisation des Nations Unies et des organisations du système des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales avec lesquelles l’UNESCO a conclu un accord prévoyant une représentation réciproque, ainsi que les observateurs des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales invités par le/la Directeur/Directrice général(e) peuvent participer aux travaux de l’Assemblée, sans droit de vote et sous réserve des dispositions de l’article 7.3. | **3.2** | **Les représentants de l’Organisation des Nations Unies et des organisations du système des Nations Unies et d’autres organisations intergouvernementales avec lesquelles l’UNESCO a conclu un accord prévoyant une représentation réciproque, ~~ainsi que les observateurs des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales invités par le/la Directeur/Directrice général(e)~~ peuvent participer aux travaux de l’Assemblée en qualité d’observateurs, sans droit de vote et sous réserve des dispositions de l’article ~~7.3~~ 16.3.** | ***Raison de la proposition :***  La mention « observateurs d’organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales invitées le/la Directeur/Directrice général(e) » est supprimée pour créer un nouvel article (voir l’article 3.3 proposé).  L’article 16.3 proposé remplace l’article 7.3 du Règlement intérieur actuel. |
|  | [Voir l’article 2.2 ci-dessus] | **3.3** | **Les représentants d’autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales, ainsi que d’autres représentants ou observateurs, invités par le/la Directeur/Directrice général(e), peuvent participer aux travaux de l’Assemblée en qualité d’observateurs, sans droit de vote et sous réserve des dispositions de l’article 16.3.** | ***Raison de la proposition :***  Voir la note explicative sous la l’article 3.2 proposée.  L’inclusion de la mention « autres représentants ou observateurs » donnerait au/à la Directeur/Directrice général(e) la possibilité d’inviter d’autres personnalités aux travaux de l’Assemblée, telles que des experts. |
|  | **II. ORGANISATION DE L’ASSEMBLÉE** |  | **~~II~~ CHAPITRE III**  **ORGANISATION DE L’ASSEMBLÉE** |  |
|  | **[Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article 4**  **Sessions ordinaires et extraordinaires** |  |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **4.1** | **L’Assemblée se réunit tous les deux ans en session ordinaire conformément à l’article 4.2 de la Convention.** | ***Source de la proposition :***  Ce paragraphe est basé sur la première phrase de l’article 4.2[[11]](#footnote-11) de la Convention qui prévoit explicitement la périodicité des sessions ordinaires de l’Assemblée. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **4.2** | **L’Assemblée se réunit en session extraordinaire si elle en décide ainsi ou à la demande du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci-après dénommé « le Comité ») ou à la demande d’un tiers au moins des États parties.** | ***Source de la proposition :***  Ce paragraphe est basé sur la deuxième phrase de l’article 4.2[[12]](#footnote-12) de la Convention qui établit explicitement les conditions de convocation des sessions extraordinaires de l’Assemblée. |
|  | **[Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article 5**  **Date et lieu** |  |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **5.1** | **Le/la Directeur/Directrice général(e) détermine la date de la session ordinaire. Le/la Directeur/Directrice général(e) communique cette date à l’ensemble des États parties et des observateurs.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 5.1 proposé codifie la pratique selon laquelle le/la Directeur/Directrice général(e) détermine la date précise de la session ordinaire et la communique à tous les États parties et observateurs. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **5.2** | **Sauf si la date a été décidée par l’Assemblée, le/la Directeur/Directrice général(e) détermine la date de la session extraordinaire. Le/la Directeur/Directrice général(e) communique cette date à l’ensemble des États parties et des observateurs.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 5.2 proposé codifie la pratique selon laquelle le/la Directeur/Directrice général(e) détermine la date précise de la session extraordinaire et la communique à tous les États parties et observateurs. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **5.3** | **Les sessions ordinaires et extraordinaires se tiennent au Siège de l’UNESCO, sauf si l’Assemblée décide de se réunir ailleurs.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 5.3 proposé codifie la pratique habituelle selon laquelle les sessions ordinaires et extraordinaires de l’Assemblée se tiennent au Siège de l’UNESCO, tout en laissant également la possibilité à l’Assemblée de décider de tenir les sessions ailleurs. |
|  | **[Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article 6**  **Sessions en ligne** | ***Proposition :***  L’article 6 proposée vise à codifier la pratique récente de tenir des sessions en ligne, en développant des procédures définies pour la tenue de telles sessions. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **6.1** | **L’Assemblée ne peut tenir de sessions en ligne que dans les cas d’urgence ou dans des circonstances exceptionnelles rendant impossibles les réunions en présentiel.** | ***Source de la proposition :***  Ce paragraphe est basé sur la première recommandation générale du Groupe de travail à composition non limitée sur les méthodes de travail de la 41e session de la Conférence générale[[13]](#footnote-13) qui a été créé avec pour mandat de fournir des lignes directrices pour l’organisation d’une session en ligne de la Conférence générale. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **6.2** | **Lors d’une session ordinaire ou extraordinaire, l’Assemblée peut décider de tenir une session en ligne à la majorité simple des États parties présentes et votantes.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 6.2 proposé prévoit la procédure pour décider de la tenue d’une session en ligne pendant que l’Assemblée est en session.  L’exigence d’une majorité simple est proposée en tenant compte de l’article 12.2 du Règlement intérieur actuel. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **6.3** | **Si un tiers au moins des États parties proposent la tenue d’une session en ligne alors que l’Assemblée n’est pas en session, le/la Directeur/Directrice général(e) consulte tous les États parties par correspondance. L’Assemblée tient une session en ligne à moins qu’un un tiers des États parties rejettent la proposition.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 6.3 proposé prévoit la procédure pour décider de la tenue d’une session en ligne lorsque l’Assemblée n’est pas en session.  Il est suggéré que le nombre d’États parties proposant ou rejetant la tenue d’une session en ligne soit fixé à un tiers.  Les termes « par correspondance » s’entendent comme permettant la possibilité d’une consultation par voie électronique.  Le désaccord actif d’au moins un tiers des États parties est proposé comme condition requise pour décider de la tenue de la session en ligne afin de donner plus de flexibilité à l’Assemblée. |
|  | **[Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article 7**  **Ordre du jour provisoire** | ***Proposition :***  L’article 7 proposé codifie la préparation, le contenu et la distribution de l’ordre du jour provisoire. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **7.1** | **L’ordre du jour provisoire de la session est préparé par le/la Directeur/Directrice général(e).** | ***Raison de la proposition :***  L’article 7.1 proposé codifie la préparation de l’ordre du jour et précise que c’est le/la Directeur/Directrice général(e) qui a la responsabilité de préparer l’ordre du jour provisoire, conformément au règlement intérieur et à la pratique de divers organes, y compris les comités des conventions dans le domaine de la culture. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **7.2** | **L’ordre du jour provisoire d’une session ordinaire inclut :**  **(a) toute question dont l’inscription est nécessaire au regard de la Convention et du présent Règlement intérieur ;**  **(b) toute question dont l’inscription a été décidée par l’Assemblée lors d’une session précédente ;**  **(c) toute question renvoyée par le Comité;**  **(d) toute question proposée par les États parties à la Convention;**  **(e) toute question proposée par le/la Directeur/Directrice général(e)** | ***Raison de la proposition :***  L’article 7.2 proposé codifie les points à inscrire à l’ordre du jour d’une session ordinaire, en utilisant le libellé harmonisé des dispositions déjà prévues dans le Règlement intérieur des assemblées des Conventions de 1970, 2001 et 2005. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **7.3** | **L’ordre du jour provisoire d’une session extraordinaire comprend uniquement les questions pour l’examen desquelles la session a été convoquée.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 7.3 proposé codifie les points à inscrire à l’ordre du jour d’une session extraordinaire, en utilisant le vocabulaire harmonisé des dispositions déjà prévues dans le Règlement intérieur des assemblées des Conventions de 1970 et de 2001. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **7.4** | **Le Secrétariat communique l’ordre du jour provisoire aux États parties et aux observateurs soixante jours au moins avant l’ouverture d’une session ordinaire de l’Assemblée et dès que possible dans le cas d’une session extraordinaire.** | ***Source de la proposition :***  L’article 7.4 proposé a été établi dans le prolongement des recommandations du Groupe de travail sur la gouvernance[[14]](#footnote-14), qui prévoient que les projets d’ordre du jour et de calendriers préliminaires doivent être préparés et diffusés plus tôt. |
|  | **[Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article 8**  **Adoption de l’ordre du jour** |  |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] |  | **L’Assemblée adopte l’ordre du jour au début de chaque session.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 8 proposé codifie la pratique bien établie selon laquelle l’Assemblée adopte son ordre du jour au début de chaque session. |
|  | **[Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article 9**  **Amendements, suppressions et nouveaux points** |  |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] |  | **L’Assemblée peut amender ou supprimer des points de l’ordre du jour ainsi adopté, ou en ajouter de nouveaux, par décision prise à la majorité des deux tiers des États parties présents et votants.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 9 proposé contient la pratique habituelle qui prévoit la possibilité de modifier l’ordre du jour adopté à la majorité requise.  L’article 9 proposé établit une procédure claire incluant la majorité requise pour modifier l’ordre du jour après son adoption.  L’exigence d’une majorité des deux tiers est proposée, compte tenu de l’article 11 du Règlement intérieur du Comité intergouvernemental de la Convention de 2003. |
|  | **[Pas de chapitre équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **CHAPITRE IV**  **BUREAU** |  |
|  | **[Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article 10**  **Bureau** | ***Proposition :***  L’article 10 proposé régit la composition, les fonctions et les réunions du Bureau et est divisé en trois paragraphes pour plus de clarté. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **10.1** | **Le Bureau comprend le/la Président(e), le(s)/la Vice-Président(e)(s) et le/la Rapporteur(e).** | ***Raison de la proposition:***  L’article 10.1 proposé décrit la composition du Bureau.  ***Source de la proposition :***  Le Règlement intérieur en vigueur[[15]](#footnote-15) prévoit déjà la nomination du /de la président(e), de(s)/ de la Vice-Président(e)(s) et du/de la Rapporteur(e). Cependant, il est de pratique courante dans les organes intergouvernementaux de désigner collectivement les fonctionnaires ci-dessus, lorsqu’ils se réunissent, sous le nom de « Bureau ». |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **10.2** | **Le Bureau est chargé de coordonner les travaux de l’Assemblée et de fixer l’ordre du jour des séances. Il aide également le/la Président(e) dans l’exercice de ses fonctions.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 10.2 proposé vise à codifier les deux fonctions exercées par les Bureaux dans la pratique des sept assemblées des conventions dans le domaine de la culture.  ***Source de la proposition :***  Une disposition explicite détaillant les fonctions du Bureau est une pratique courante dans le règlement intérieur des organes intergouvernementaux, y compris ceux de la Conférence générale de l’UNESCO.[[16]](#footnote-16) |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **10.3** | **Le Bureau, convoqué à la demande de son/sa Président(e), se réunit autant de fois qu’il le juge nécessaire. Le Bureau peut, si le/la Président(e) le juge approprié, être consulté par correspondance.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 10.3 proposé régit la convocation des réunions et la consultation par correspondance du Bureau pour lui permettre d’avoir une conduite claire et ordonnée des travaux.  Les termes « par correspondance » s’entendent comme permettant la possibilité d’une consultation par voie électronique. |
|  | **Article 3**  **Élection du Bureau** |  | **~~Article 3~~ Article 11**  **Élection du Bureau** |  |
|  | L’Assemblée élit un(e) Président(e), un(e) ou plusieurs Vice-Président(e)s et un rapporteur. | **11.1** | **L’Assemblée élit ~~un(e)~~ le/la Président(e), ~~un(e) ou plusieurs~~ jusqu’à cinq Vice-Président(e)s et ~~un~~ le/la ~~r~~Rapporteur(e) à l’ouverture de chaque session sur la base du principe de représentation géographique équitable.** | ***Proposition :***  L’article 11.1 proposé codifie la pratique actuelle de l’Assemblée en ce qui concerne l’élection du président, des vice-présidents et du rapporteur.  ***Raison de la proposition :***  L’Assemblée de la Convention de 2003 étant dépourvue de Bureau permanent, le terme « ordinaire » est omis afin que le Bureau soit élu au début de chaque session, qu’elle soit ordinaire ou extraordinaire.  Une déviation par rapport à l’article modèle 11.1 est proposée afin de maintenir la pratique de l’Assemblée générale de la Convention de 2003 d’élire cinq Vice-Président(e)s pour assurer l’équité géographique. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **11.2** | **Le mandat du/de la Président(e), du/de la ou des Vice-Président(e)(s) et du/de la Rapporteur(e) court de l’ouverture de la session de l’Assemblée à laquelle ceux-ci ont été élus jusqu’à la clôture de la session.** | ***Proposition :***  L’article 11.2 proposé codifie la pratique existante de l’Assemblée, en ce qui concerne la durée du mandat des membres du bureau, qui affecte le rôle du Bureau entre les sessions.  ***Raison de la proposition :***  La proposition reflète la pratique de l’Assemblée de la Convention de 2003 qui élit son bureau uniquement pour la durée de la session pour laquelle il a été élu. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **11.3** | **Le/la Président(e), le(s)/la Vice-Président(e)(s) et le/la Rapporteur(e) ne sont pas immédiatement rééligibles après deux mandats consécutifs.** | ***Proposition :***  L’article 11.3 proposé vise à harmoniser la pratique concernant les éventuelles limites à la rééligibilité des membres des Bureaux.  ***Source de la proposition :***  La proposition est basée sur la disposition présente dans le Règlement intérieur des assemblées des Conventions 1970[[17]](#footnote-17) et 2001[[18]](#footnote-18). |
|  | **Article 4**  **Attributions du/de la Président(e)** |  | **~~Article 4~~ Article 12**  **Pouvoirs et attributions du/de la Président(e)** |  |
| 4.1 | Outre les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d’autres dispositions du présent Règlement, le/la Président(e) prononce l’ouverture et la clôture de chaque séance plénière de l’Assemblée. Il/elle dirige les débats, assure l’observation du présent Règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Il/elle se prononce sur les motions d’ordre et, sous réserve des dispositions du présent Règlement, règle les délibérations de chaque séance et veille au maintien de l’ordre. Il/elle ne participe pas au vote, mais il/elle peut charger un autre membre de sa délégation de voter à sa place. | **12.1** | **Outre les pouvoirs et les attributions qui lui sont conférés en vertu d’autres dispositions du présent Règlement intérieur, le/la Président(e) prononce l’ouverture et la clôture de chaque ~~séance~~ session plénière de l’Assemblée. Il/elle dirige les débats, assure l’observation du présent Règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Il/elle se prononce sur les motions d’ordre et, sous réserve ~~des dispositions~~ du présent Règlement intérieur, règle les délibérations de chaque séance et veille au maintien de l’ordre. Il/elle ne participe pas au vote, mais il/elle peut charger un autre membre de sa délégation de voter à sa place.** | ***Proposition :***  Une réforme de la disposition est proposée pour harmoniser sa terminologie avec le règlement intérieur des autres assemblées concernant les pouvoirs et devoirs du Président. L’utilisation d’un langage non sexiste, en tenant compte des directives des Nations Unies pour un langage non sexiste, est également proposée.  ***Source de la proposition :***  La dernière phrase est basée sur une disposition que l’on ne trouve que dans le Règlement intérieur de la Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention de 1954[[19]](#footnote-19). Il est inclus dans un effort de codification du principe bien établi selon lequel le Président ne participe pas aux votes mais peut charger un autre membre de sa délégation de voter à sa place. |
| 4.2 | Si le/la Président(e) est absent(e) pendant tout ou partie d’une séance, il/elle se fait remplacer par un(e) Vice-Président(e). Le/la Vice-Président(e) agissant en qualité de Président(e) a les mêmes pouvoirs et les mêmes attributions que le/la Président(e). | **12.2** | **Si le/la Président(e) est absent(e) pendant tout ou partie d’une séance, ~~il/elle se fait remplacer~~ ses pouvoirs et ses attributions sont exercées par l’un(e) des Vice-Président(e)s choisi(e) à la discrétion du/de la Président(e). ~~Le/la~~ Un(e) Vice-Président(e) agissant en qualité de Président(e) a les mêmes pouvoirs et les mêmes attributions que le/la Président(e).** | ***Proposition :***  Le projet de d’article modèle 12.2 harmonise le libellé actuel des différents règlements intérieurs concernant le remplacement temporaire du président pendant son absence et prévoit qu’un vice-président agissant en qualité de président a les mêmes pouvoirs et devoirs que le président.  En outre, la proposition vise à codifier la procédure et les critères de sélection du vice-président concerné, qui ne sont précisés dans aucun des règlements intérieurs des sept assemblées dans le domaine de la culture.  ***Source de la proposition :***  La procédure proposée pour le remplacement temporaire du Président pendant son absence s’inspire de critères objectifs figurant dans les règlements intérieurs des Comités des Conventions de 1970[[20]](#footnote-20) et de 1972[[21]](#footnote-21) et du Deuxième Protocole de 1999[[22]](#footnote-22).  Une déviation par rapport à l’article modèle 12.2 est proposée afin de maintenir la pratique de l’Assemblée générale de la Convention de 2003, qui donne davantage de flexibilité lors du choix du remplacement temporaire du/de la Président(e). |
|  | **III CONDUITE DES DÉBATS** |  | **~~III~~ CHAPITRE V**  **CONDUITE DES DÉBATS** |  |
|  | **Article 6**  **Quorum** |  | **~~Article 6~~ Article 13**  **Quorum** |  |
| 6.1 | Le quorum est constitué par la majorité des États mentionnés à l’article premier et représentés à l’Assemblée | **13.1** | **Le quorum est constitué par la majorité des États parties mentionnés à l’article ~~premier~~ 2 et représentés à l’Assemblée.** | ***Raison de la proposition :***  Une légère reformulation est proposée pour assurer la cohérence interne des terminologies et de la numérotation dans le règlement intérieur proposé. |
| 6.2 | L’Assemblée ne prend de décision sur aucune question lorsque le quorum n’est pas atteint. | **13.2** | **[pas de modification du texte de l’article 6.2]** |  |
|  | **Article 5**  **Publicité des séances** |  | **~~Article 5~~ Article 14**  **Publicité des séances** |  |
|  | Sauf décision contraire de l’Assemblée, les séances sont publiques. | **14.1** | **[pas de modification du texte de l’article 5]** |  |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **14.2** | **Toute décision prise par l’Assemblée au cours d’une séance privée doit faire l’objet d’une communication lors d’une séance publique ultérieure.** | ***Proposition :***  L’article 14.2 proposé vise à clarifier la procédure suivie en cas de réunions privées.  ***Source de la proposition :***  La proposition est basée sur les dispositions correspondantes des organes directeurs de l’UNESCO[[23]](#footnote-23). |
|  | **[Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article 15**  **Organes subsidiaires** |  |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **15.1** | **L’Assemblée peut instituer les organes subsidiaires, y compris les groupes de travail, qu’elle estime nécessaires à l’exercice de ses fonctions.** | ***Raison de la proposition :***  La proposition est de confirmer le pouvoir de l’assemblée d’établir des organes subsidiaires et la procédure applicable à ceux-ci, au cas où le besoin s’en ferait sentir, même si l’assemblée de la Convention de 2003 n’a pas vu la nécessité d’établir des organes subsidiaires pour l’exécution de ses les fonctions. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **15.2** | **L’Assemblée définit la composition et le mandat (notamment la mission et la durée) ainsi que, si nécessaire, le quorum de ces organes subsidiaires au moment de leur création.** | Voir la note ci-dessus pour l’article15.1 proposée. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **15.3** | **Chaque organe subsidiaire élit son/sa Président(e).** | Voir la note ci-dessus pour l’article 15.1 proposée. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **15.4** | **Lors de la désignation des membres des organes subsidiaires, il est dûment tenu compte du principe de représentation géographique équitable.** | Voir la note ci-dessus pour l’article 15.1 proposée. |
|  | **Article 7**  **Ordre des interventions et limitation du temps de parole** |  | **~~Article 7~~ Article 16**  **Ordre des interventions et limitation du temps de parole** |  |
| 7.1 | Le/la Président(e) donne la parole aux orateurs dans l’ordre dans lequel ils ont manifesté le désir de parler. | **16.1** | **[pas de modification du texte de l’article 7.1]** |  |
| 7.2 | Pour la commodité du débat, le/la Président(e) peut limiter le temps de parole de chaque orateur. | **16.2** | **[pas de modification du texte de l’article 7.2]** |  |
| 7.3 | Un observateur qui souhaite s’adresser à l’Assemblée doit obtenir l’assentiment du/de la Président(e). | **16.3** | **[pas de modification du texte de l’article 7.3]** |  |
|  | **Article 11**  **Résolutions et amendements** |  | **~~Article 11~~ Article 17**  **Projets de résolution~~s~~ et amendement~~s~~** | ***Raison de la proposition :***  L’inclusion de « projet » dans le titre est plus précise sur le plan juridique.  ***Source de la proposition :***  Le titre proposé est basé sur le Règlement intérieur de la Réunion des États parties à la Convention de 2001[[24]](#footnote-24). |
| 11.1 | Des projets de résolution et des amendements peuvent être présentés par les participants mentionnés à l’article premier ; ils sont remis par écrit au Secrétariat de l’Assemblée, qui les communique à tous les participants. | **17.1** | **Des projets de résolution et ~~des~~ d’amendement~~s~~ peuvent être ~~présentés~~ proposés par les ~~participants~~ États parties ~~mentionnés à l’article premier ; ils sont remis~~ et doivent être transmis par écrit au Secrétariat de l’Assemblée, qui les communique à tous les participants.** | ***Raison de la proposition :***  Une légère reformulation de la disposition est proposée pour harmoniser sa terminologie avec le règlement intérieur d’autres assemblées. |
| 11.2 | En règle générale, aucun projet de résolution ou amendement ne peut être examiné ou mis aux voix s’il n’a pas été distribué raisonnablement à l’avance à tous les participants dans les langues de travail de l’Assemblée. | **17.2** | **[pas de modification du texte de l’article 11.2]** | ***Raison de la proposition :***  Il est proposé de maintenir que les projets de résolution soient diffusés dans les langues de travail de l’assemblée, même si l’article modèle 17.2 n’inclut pas cette précision. |
|  | **Article 8**  **Motions d’ordre** |  | **~~Article 8~~ Article 18**  **Motions d’ordre** |  |
| 8.1 | Au cours d’un débat, toute délégation peut présenter une motion d’ordre sur laquelle le/la Président(e) se prononce immédiatement. | **18.1** | **Au cours ~~d’un débat~~ de la discussion de toute question~~, toute délégation~~ un État partie peut présenter une motion d’ordre ~~sur laquelle~~ et le/la Président(e) se prononce immédiatement sur cette motion.** | ***Raison de la proposition :***  Une légère reformulation de la disposition est proposée pour harmoniser sa terminologie avec le règlement intérieur d’autres assemblées.  ***Source de la proposition :***  La proposition est basée sur le langage de l’article correspondante contenu dans le règlement intérieur des organes directeurs de l’UNESCO[[25]](#footnote-25). |
| 8.2 | Il est possible de faire appel de la décision du/de la Président(e). Cet appel est mis aux voix immédiatement et la décision du/de la Président(e) est maintenue si elle n’est pas rejetée par la majorité des délégations présentes et participant au vote. | **18.2** | **~~Il est possible de~~ Un État partie peut faire appel de la décision du/de la Président(e). ~~Cet~~ L’appel est ~~mis aux voix~~ immédiatement mis aux voix et la décision du/de la Président(e) est maintenue si elle n’est pas rejetée par la majorité des ~~délégations~~ États parties présents et ~~participant au vote~~ votants.** | ***Raison de la proposition :***  Une légère reformulation de la disposition est proposée pour harmoniser sa terminologie avec le règlement intérieur d’autres assemblées.  ***Source de la proposition :***  La proposition est basée sur le langage de l’article correspondant contenu dans le règlement intérieur des organes directeurs de l’UNESCO[[26]](#footnote-26). |
|  | **Article 9**  **Motions de procédure** |  | **~~Article 9~~ Article 19**  **Motions de procédure** |  |
| 9.1 | Au cours d’un débat, toute délégation peut proposer la suspension ou l’ajournement de la séance ou l’ajournement ou la clôture du débat. |  | **Au cours ~~d’un débat~~ de la discussion de toute question, ~~toute délégation~~ un État partie peut proposer une motion de procédure : la suspension ou l’ajournement de la séance, ~~ou~~ l’ajournement du débat ou la clôture du débat.** | ***Raison de la proposition :***  Une légère reformulation de la disposition est proposée pour cet article qui est un paragraphe introductif pour les articles 20 à 23.  ***Source de la proposition :***  La proposition est basée sur la l’article correspondant du Règlement intérieur du Conseil exécutif de l’UNESCO[[27]](#footnote-27). |
|  | [Voir l’article 9.1 ci-dessus] |  | **Article 20**  **Suspension ou ajournement de la séance** |  |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur mais lié à l’article 9.1 ci-dessus] |  | **Au cours de la discussion de toute question, un État partie peut proposer la suspension ou l’ajournement de la séance. Les motions en ce sens ne sont pas discutées et sont immédiatement mises aux voix.** | ***Raison de la proposition :***  Le projet d’article 20 suit l’approche qui comprend des règles distinctes pour chacune des motions de procédure, en tenant compte de leurs spécificités.  ***Source de la proposition :***  La proposition reflète l’article inclus dans le Règlement intérieur de la Réunion des États parties à la Convention de 2001[[28]](#footnote-28) et est basée sur le libellé de l’article correspondant du Règlement intérieur des organes directeurs de l’UNESCO[[29]](#footnote-29). |
|  |  |  | **Article 21**  **Ajournement du débat** |  |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur mais lié à l’article 9.1 ci-dessus] |  | **Au cours de la discussion de toute question, un État partie peut proposer l’ajournement du débat sur la question en discussion. En proposant l’ajournement, il doit indiquer s’il propose l’ajournement *sine die*, ou à une date qu’il doit alors préciser. Outre son auteur, un orateur peut prendre la parole en faveur de la motion, et un contre, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. Le/la Président(e) peut limiter le temps de parole des orateurs intervenant au titre du présent article.** | ***Raison de la proposition :***  Le projet d’article 21 suit l’approche qui comprend des règles distinctes pour chacune des requêtes de procédure, en tenant compte de leurs spécificités.  ***Source de la proposition :***  La proposition reflète l’article inclus dans le Règlement intérieur de la Réunion des États parties à la Convention de 2001[[30]](#footnote-30) et est basée sur le libellé de la l’article correspondant du Règlement intérieur des organes directeurs de l’UNESCO[[31]](#footnote-31). |
|  |  |  | **Article 22**  **Clôture du débat** |  |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur mais lié à l’article 9.1 ci-dessus] |  | **Au cours de la discussion de toute question, un État partie peut proposer la clôture du débat sur la question en discussion, qu’il y ait ou non des orateurs inscrits. Si la parole est demandée contre la clôture, elle est accordée à deux orateurs au plus, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. Si l’Assemblée approuve la motion, le/la Président(e) prononce la clôture du débat. Le/La Président(e) peut limiter le temps de parole des orateurs intervenant au titre du présent article.** | ***Raison de la proposition :***  Le projet d’article 22 suit l’approche qui comprend des règles distinctes pour chacune des requêtes de procédure, en tenant compte de leurs spécificités.  ***Source de la proposition :***  La proposition reflète l’article inclus dans le Règlement intérieur de la Réunion des États parties à la Convention de 2001[[32]](#footnote-32) et est basée sur le libellé de la l’article correspondant du Règlement intérieur des organes directeurs de l’UNESCO [[33]](#footnote-33). |
|  | **[Voir l’article 9 ci-dessus]** |  | **Article 23**  **Ordre des motions de procédure** |  |
| 9.2 | Cette motion est mise aux voix immédiatement. Sous réserve des dispositions de l’article 8.1, de telles motions ont priorité, dans l’ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions :  (a) suspension de la séance ;  (b) ajournement de la séance ;  (c) ajournement du débat sur la question en discussion ;  (d) clôture du débat sur la question en discussion. |  | **~~Cette motion est mise aux voix immédiatement.~~ Sous réserve des dispositions de l’article ~~8.1~~ 18.1, ~~de telles~~ les motions suivantes ont priorité, dans l’ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions avant la réunion :**  **(a) suspension de la séance ;**  **(b) ajournement de la séance ;**  **(c) ajournement du débat sur la question en discussion ;**  **(d) clôture du débat sur la question en discussion.** | ***Raison de la proposition :***  Une légère reformulation de la disposition est proposée pour harmoniser sa terminologie avec le règlement intérieur d’autres assemblées.  ***Source de la proposition :***  La proposition est basée sur le libellé de l’article correspondant dans le Règlement intérieur des organes directeurs de l’UNESCO[[34]](#footnote-34). |
|  | **[Pas de chapitre équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **CHAPITRE VI**  **LANGUES DE TRAVAIL** |  |
|  | **Article 10**  **Langues de travail** |  | **~~Article 10~~ Article 24**  **Langues de travail** |  |
| 10.1 | Les langues de travail de l’Assemblée sont l’anglais, l’arabe, le chinois, l’espagnol, le français et le russe. | **24.1** | **[pas de modification du texte de l’article 10.1]** |  |
| 10.2 | L’interprétation des interventions prononcées à l’Assemblée dans l’une des langues de travail est assurée dans les autres langues. | **24.2** | **[pas de modification du texte de l’article 10.2]** |  |
| 10.3 | Les orateurs peuvent cependant s’exprimer dans toute autre langue à condition de veiller eux-mêmes à ce que leurs interventions soient interprétées dans l’une des langues de travail. | **24.3** | **[pas de modification du texte de l’article 10.3]** |  |
|  | [Voir l’article 16.3 (i) ci-dessous] | **24.4** | **Les documents de l’Assemblée sont publiés dans toutes les langues de travail.** | ***Source de la proposition :***  L’article 24.4 proposé est basé sur l’actuel article 16.3(i) qui régit la distribution des documents dans toutes les langues de travail[[35]](#footnote-35). |
|  | **[Voir l’article 16.3 (i) ci-dessous]** |  | **Article 25**  **Date limite de distribution des documents** |  |
|  |  |  | **Les documents relatifs aux points qui figurent à l’ordre du jour provisoire de chaque session de l’Assemblée sont communiqués à tous les États parties et aux observateurs, en version papier ou numérique, au plus tard trente jours avant l’ouverture de la session ordinaire et dès que possible dans le cas d’une session extraordinaire.** | ***Raison de la proposition :***  La proposition vise à préciser que la diffusion des documents peut se faire « soit sous forme papier, soit sous forme électronique ».  La date limite de distribution de tous les documents officiels (au moins trente jours avant l’ouverture de la session de l’Assemblée) figurait déjà dans l’actuel article 16.3 (i).  En outre, compte tenu des circonstances particulières dans lesquelles des sessions extraordinaires peuvent être convoquées, il apparaît utile de prévoir une disposition supplémentaire sur la distribution des documents pour les sessions extraordinaires. |
|  | **[Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article 26**  **Compte rendu** |  |
|  |  |  | **Le Secrétariat établit un compte rendu, en anglais et en français, de toutes les interventions faites en séance plénière de l’Assemblée, lequel est approuvé au début de la session suivante.** | ***Proposition :***  Ceci codifie la pratique bien établie de l’Assemblée de la Convention de 2003.  ***Source de la proposition :***  La proposition s’inspire du Règlement intérieur de la Réunion des États parties à la Convention de 2001[[36]](#footnote-36). |
|  | **[Pas de chapitre équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **CHAPITRE VII**  **VOTE** |  |
|  | **Article 12**  **Vote** |  | **~~Article 12~~ Article 27**  **Droit de vote** |  |
| 12.1 | Le représentant de chaque État mentionné à l’article premier dispose d’une voix à l’Assemblée. |  | **~~Le représentant de c~~Chaque État partie ~~mentionné à l’article premier~~ dispose d’une voix à l’Assemblée.** | ***Raison de la proposition :***  Une légère reformulation de la disposition est proposée pour harmoniser sa terminologie avec le règlement intérieur d’autres assemblées et pour assurer l’utilisation cohérente du terme « État(s) partie(s) » dans le Règlement intérieur de l’Assemblée. |
|  | **[Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article 28**  **Consensus** |  |
|  |  |  | **L’Assemblée s’efforce, dans toute la mesure possible, d’adopter ses décisions par consensus. À défaut de consensus, les décisions sont mises aux voix.** | ***Raison de la proposition :***  La proposition est de codifier la pratique bien établie des sept assemblées afin d’assurer la transparence et la sécurité du processus décisionnel. Il prévoit le recours au vote lorsqu’un consensus ne peut être atteint.  ***Source de la proposition :***  La proposition est basée sur le libellé du règlement intérieur d’organes intergouvernementaux extérieurs à l’UNESCO, qui a été préféré en raison de sa clarté et de sa simplicité. |
|  | **[Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article 29**  **Règles à observer pendant le vote** |  |
|  |  |  | **Une fois que le/la Président(e) a annoncé le début du vote, nul ne peut interrompre celui-ci, sauf par une motion d’ordre concernant son déroulement effectif.** | ***Raison de la proposition:***  La proposition codifie la pratique bien établie des sept assemblées et une pratique universellement suivie par les organes intergouvernementaux.  ***Source de la proposition :***  La proposition reprend le libellé du Règlement intérieur des assemblées des Conventions de 2001 et 2005[[37]](#footnote-37) , ainsi que le Règlement intérieur de la Conférence générale de l’UNESCO[[38]](#footnote-38). |
|  | **[Pas de titre équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article 30**  **Majorité simple** |  |
| 12.2 | Sous réserve des dispositions des articles 6.2 et 17, les décisions sont prises à la majorité des États présents et votants, sauf dans le cas prévu à l’article 12.3. | **30.1** | **~~Sous réserve des dispositions des articles 6.2 et 17,~~ Lorsque l’Assemblée a recours au vote, les décisions sont prises à la majorité simple des États parties présents et votants, sauf** **~~dans le cas prévu à l’article 12.3~~ disposition contraire du présent Règlement intérieur.** | ***Raison de la proposition :***  Une reformulation de la disposition est proposée pour harmoniser sa terminologie avec le règlement intérieur des autres assemblées, et ajoute la précision que cet article doit être appliqué « lorsque l’Assemblée a recours au vote » afin de tenir compte de l’article précédent sur le consensus.  Les exceptions mentionnées concernent (a) la prise de décision à la majorité des deux tiers en vertu des articles 9, 39 et 40 proposés, (b) la prise de décision par un tiers au moins des États parties en vertu de l’article 6.3 proposé et (c) la manière dont la majorité simple est considérée en vertu de l’article 30.2 proposé. |
| 12.3 | La décision concernant le montant des contributions, sous forme de pourcentage uniforme applicable à tous les États qui n’ont pas fait la déclaration mentionnée au paragraphe 2 de l’article 26 de la Convention, est adoptée à la majorité des États parties présents et votants qui n’ont pas fait la déclaration susmentionnée. | **30.2** | **La décision concernant le montant des contributions, sous forme de pourcentage uniforme applicable à tous les États parties qui n’ont pas fait la déclaration mentionnée au paragraphe 2 de l’article 26 de la Convention, est adoptée à la majorité des États parties présents et votants qui n’ont pas fait la déclaration susmentionnée.** | ***Raison de la proposition :***  L’ajustement proposé vise à garantir l’utilisation cohérente du terme « États parties » dans le Règlement intérieur de l’Assemblée. |
|  | **[Pas de titre équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article 31**  **Vote à main levée et vote par appel nominal** |  |
| 12.5 | Les votes ont lieu normalement à main levée, sauf dans le cas de l’élection des membres du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci- après dénommé « le Comité »). | **31.1** | **Sauf disposition contraire du présent Règlement intérieur, ~~L~~les votes ont lieu ~~normalement~~ à main levée~~, sauf dans le cas de l’élection des membres du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (ci- après dénommé « le Comité »)~~.** | ***Raison de la proposition :***  Une légère reformulation de la disposition est proposée pour harmoniser le libellé existant qui est déjà prévu dans le règlement intérieur de six assemblées. |
| 12.6 | En cas de doute sur le résultat d’un vote à main levée, le/la Président(e) peut faire procéder à un second vote par appel nominal. En outre, le vote par appel nominal est de droit s’il est demandé par deux délégations au moins avant le début du scrutin et pour prendre la décision visée à l’article 12.3. | **31.2** | **En cas de doute sur le résultat d’un vote à main levée, le/la Président(e) peut faire procéder à un second vote par appel nominal. ~~En outre, l~~Le vote par appel nominal est de droit s’il est demandé par deux ~~délégations~~ États parties au moins ~~avant le début du scrutin et pour prendre la décision visée à l’article 12.3~~. La demande doit en être faite au/à la Président(e) avant le vote, ou immédiatement après un vote à main levée. Le vote par appel nominal est de droit pour prendre la décision visée à l’article 30.2.** | ***Raison de la proposition :***  Une légère reformulation de la disposition est proposée pour harmoniser le libellé existant qui est déjà prévu dans le règlement intérieur de six assemblées.  Une disposition supplémentaire spécifique à la Convention de 2003 doit être incluse dans la décision concernant le montant des contributions qui doit être prise par appel nominal, ce qui est reflété dans l’article 30.2 proposée. |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **31.3** | **Lorsque la procédure de l’appel nominal a été suivie, le vote de chaque État partie est consigné dans le compte rendu de la séance.** | ***Raison de la proposition :***  Le paragraphe proposé reflète la pratique de l’Assemblée.  ***Source de la proposition :***  La formulation utilisée est basée sur l’article 85 du Règlement intérieur de la Conférence générale de l’UNESCO[[39]](#footnote-39). |
|  | **[Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur]** |  | **Article 32**  **Ordre de mise aux voix des propositions** |  |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **32.1** | **Si deux ou plusieurs propositions, autres que des amendements, concernent la même question, elles sont mises aux voix, sauf décision contraire de l’Assemblée, selon l’ordre dans lequel elles ont été présentées. L’Assemblée peut, après chaque vote sur une proposition, décider s’il y a lieu de mettre aux voix la proposition suivante.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 32.1 proposé vise à codifier la pratique généralement appliquée afin d’assurer le bon déroulement de la procédure.  ***Source de la proposition :***  L’article équivalent est présent dans le Règlement intérieur des assemblées des Conventions de 2001[[40]](#footnote-40) et de 2005[[41]](#footnote-41). |
|  | [Pas d’article équivalent dans le Règlement intérieur] | **32.2** | **Une motion demandant à l’Assemblée de ne pas se prononcer sur une proposition a priorité sur cette proposition.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 32.1 proposé vise à codifier la pratique généralement appliquée afin d’assurer le bon déroulement de la procédure. |
|  | **[Voir l’article 12 ci-dessus]** |  | **Article 33**  **Vote sur les amendements** |  |
| 12.7 | Lorsqu’une proposition fait l’objet d’un amendement, l’amendement est mis aux voix en premier lieu. Si plusieurs amendements à une proposition sont en présence, l’Assemblée vote d’abord sur celui que le/la Président(e) juge s’éloigner le plus, quant au fond, de la proposition initiale. Elle vote ensuite sur l’amendement qui, après celui-ci, est jugé par le/la Président(e) s’éloigner le plus de ladite proposition, et ainsi de suite jusqu’à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. | **33.1** | **Lorsqu’une proposition fait l’objet d’un amendement, l’amendement est mis aux voix en premier lieu. Si deux ou plusieurs amendements à une proposition sont ~~en présence~~ présentés, ~~l’Assemblée vote d’abord sur celui que~~ le/la Président(e) les met aux voix en commençant par celui qu’il/elle juge s’éloigner le plus, quant au fond, de la proposition initiale, et ainsi de suite. ~~Elle vote ensuite sur l’amendement qui, après celui-ci, est jugé par le/la Président(e) s’éloigner le plus de ladite proposition, et ainsi de suite jusqu’à ce que tous les amendements aient été mis aux voix~~ En cas de doute, le/la Président(e) consulte l’Assemblée.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 33.1 proposé reproduit les dispositions du Règlement intérieur des sept assemblées.  ***Source de la proposition :***  La terminologie harmonisée s’inspire de la disposition correspondante du Règlement intérieur de la Conférence générale de l’UNESCO[[42]](#footnote-42). |
| 12.8 | Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, l’ensemble de la proposition modifiée est mis ensuite aux voix. | **33.2** | **Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, ~~l’ensemble de~~ la proposition modifiée est ~~mis~~ ensuite mise aux voix.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 33.2 proposé reprend les dispositions du Règlement intérieur de six assemblées. Il est entendu que la proposition modifiée est votée dans son ensemble.  ***Source de la proposition :***  La terminologie harmonisée s’inspire de la disposition correspondante du Règlement intérieur de la Conférence générale de l’UNESCO[[43]](#footnote-43). |
| 12.9 | Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle comporte simplement une addition, une suppression ou une modification intéressant une partie de ladite proposition. | **33.3** | **[pas de modification du texte de l’article 12.9]** |  |
|  | **[Voir l’article 12 ci-dessus]** |  | **Article 34**  **Sens de l’expression « États parties présents et votants »** |  |
| 12.4 | Aux fins du présent Règlement, l’expression « États présents et votants » s’entend des États votant pour ou contre. Les États qui s’abstiennent de voter sont considérés comme non-votants. |  | **Aux fins du présent Règlement intérieur, l’expression « États parties présents et votants » s’entend des États parties votant pour ou contre. Les États parties qui s’abstiennent de voter sont considérés comme non votants.** | ***Source de la proposition :***  La formulation est harmonisée à la lumière du langage utilisé dans la l’article correspondant du Règlement intérieur de la Conférence générale de l’UNESCO[[44]](#footnote-44). |
|  | **IV ÉLECTION DES MEMBRES DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL** |  | **~~IV ÉLECTION DES MEMBRES DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL~~**  **CHAPITRE VIII**  **ÉLECTION ET MANDAT DES MEMBRES DU COMITÉ** | ***Proposition:***  Étant donné que les règlements intérieurs des six assemblées concernées comprennent des dispositions détaillées concernant les comités respectifs qui reflètent les différences entre la structure institutionnelle de chaque convention, le Secrétariat ne propose pas d’harmonisation de ce chapitre et les dispositions correspondantes sont omises dans le règlement intérieur modèle. |
|  | **Article 13**  **Répartition géographique** |  | **~~Article 13~~ Article 35**  **Répartition géographique** |  |
| 13.1 | L’élection des membres du Comité se déroule sur la base des groupes électoraux de l’UNESCO, tels que définis par la Conférence générale de l’UNESCO à sa dernière session, étant entendu que le « Groupe V » est constitué de deux sous-groupes, l’un pour les États d’Afrique et l’autre pour les États arabes. | **35.1** | **[pas de modification du texte de l’article 13.1]** |  |
| 13.2 (i) | Les sièges au sein du Comité, tel que composé de 18 membres, sont répartis entre les groupes électoraux au prorata du nombre d’États parties de chaque groupe, étant entendu qu’au terme de cette répartition un minimum de deux sièges est attribué à chacun des six groupes électoraux. | **35.2** | **Les sièges au sein du Comité, tel que composé de ~~18~~ 24 membres, sont répartis entre les groupes électoraux au prorata du nombre d’États parties de chaque groupe, étant entendu qu’au terme de cette répartition un minimum de ~~deux~~ trois sièges est attribué à chacun des six groupes électoraux.** | ***Raison de la proposition :***  Conformément à l’article 5 de la Convention de 2003 et puisque le nombre d’États parties a dépassé 50, il est proposé de mettre à jour l’article 13.2 (i) du Règlement intérieur ; la proposition est de refléter que le Comité est composé de 24 membres et qu’au moins trois sièges (et non plus deux) au sein du Comité seront distribués à chaque groupe électoral. |
| 13.2 (ii) | Aussitôt que le nombre des États membres du Comité sera porté à 24, les sièges seront répartis à chaque élection entre les groupes électoraux au prorata du nombre d’États parties de chaque groupe, étant entendu qu’au terme de cette répartition un minimum de trois sièges sera attribué à chacun des groupes. |  | **~~Aussitôt que le nombre des États membres du Comité sera porté à 24, les sièges seront répartis à chaque élection entre les groupes électoraux au prorata du nombre d’États parties de chaque groupe, étant entendu qu’au terme de cette répartition un minimum de trois sièges sera attribué à chacun des groupes.~~** | ***Raison de la proposition :***  Voir au-dessus; il est proposé de supprimer ce paragraphe suite à la révision proposée de l’article 13.2 (i) du Règlement intérieur. |
|  | **Article 14**  **Présentation des candidatures au Comité** |  | **~~Article 14~~ Article 36**  **Procédures pour la présentation des candidatures au Comité** |  |
| 14.1 | Le Secrétariat demande à tous les États parties, trois mois avant la date de l’élection, s’ils ont l’intention de se présenter à l’élection du Comité. Il est demandé aux États parties d’envoyer leur candidature au Secrétariat au plus tard six semaines avant l’ouverture de l’Assemblée. | **36.1** | **[pas de modification du texte de l’article 14.1]** |  |
| 14.2 | Au moins quatre semaines avant l’ouverture de l’Assemblée, le Secrétariat envoie à tous les États parties la liste provisoire des États parties candidats, avec indication du groupe électoral auquel ils appartiennent et du nombre de sièges à pourvoir dans chaque groupe électoral. Il fournit également des informations sur la situation de tous les candidats au regard du versement des contributions obligatoires et volontaires au Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. La liste des candidatures sera révisée le cas échéant. | **36.2** | **[pas de modification du texte de l’article 14.2]** |  |
| 14.3 | Aucun paiement de contributions obligatoires et volontaires au Fonds (ayant pour but de présenter une candidature au Comité) ne peut être accepté pendant la semaine précédant l’ouverture de l’Assemblée. | **36.3** | **[pas de modification du texte de l’article 14.3]** |  |
| 14.4 | La liste des candidatures est finalisée trois jours ouvrables avant l’ouverture de l’Assemblée générale. Aucune candidature ne sera acceptée pendant les trois jours ouvrables précédant l’ouverture de l’Assemblée. | **36.4** | **[pas de modification du texte de l’article 14.4]** |  |
|  | **Article 15**  **Élection des membres du Comité** |  | **~~Article 15~~ Article 37**  **Élection des membres du Comité** |  |
| 15.1 | L’élection des membres du Comité se fait au scrutin secret ; cependant, lorsque le nombre de candidats selon la répartition géographique correspond ou est inférieur au nombre de sièges à pourvoir, les candidats sont déclarés élus sans qu’il y ait lieu de recourir à un vote. | **37.1** | **[pas de modification du texte de l’article 15.1]** |  |
| 15.2 | Avant le scrutin, le/la Président(e) désigne deux scrutateurs parmi les délégués présents ; il/elle leur remet la liste des États parties ayant le droit de vote et la liste des États parties candidats. Il/elle annonce le nombre de sièges à pourvoir. | **37.2** | **[pas de modification du texte de l’article 15.2].** |  |
| 15.3 | Le Secrétariat prépare à l’intention de chaque délégation ayant le droit de vote une enveloppe sans aucun signe extérieur et des bulletins de vote distincts, un pour chacun des groupes électoraux. Le bulletin de chaque groupe électoral porte les noms de tous les États parties candidats dans le groupe électoral en question. | **37.3** | **[pas de modification du texte de l’article 15.3]** |  |
| 15.4 | Chaque délégation vote en entourant d’un cercle les noms des États pour lesquels elle souhaite voter. | **37.4** | **[pas de modification du texte de l’article 15.4]** |  |
| 15.5 | Les scrutateurs recueillent l’enveloppe contenant les bulletins de vote auprès de chaque délégation et procèdent au décompte des voix sous le contrôle du/de la Président(e). | **37.5** | **[pas de modification du texte de l’article 15.5]** |  |
| 15.6 | L’absence de bulletin dans l’enveloppe est considérée comme une abstention. | **37.6** | **[pas de modification du texte de l’article 15.6]** |  |
| 15.7 | Les bulletins de vote sur lesquels sont entourés d’un cercle plus de noms d’États que de sièges à pourvoir ainsi que ceux ne comportant aucune indication quant aux intentions du votant sont considérés comme nuls. | **37.7** | **[pas de modification du texte de l’article 15.7]** |  |
| 15.8 | Le dépouillement pour chaque groupe électoral a lieu de façon séparée. Les scrutateurs ouvrent chaque enveloppe une à une et classent les bulletins par groupe électoral. Les voix recueillies par les États parties candidats sont relevées sur les listes préparées à cet effet. | **37.8** | **[pas de modification du texte de l’article 15.8]** |  |
| 15.9 | Le/la Président(e) déclare élus les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix, à concurrence du nombre de sièges à pourvoir. Si deux candidats ou plus obtiennent un nombre égal de voix et que, de ce fait, le nombre des candidats demeure supérieur à celui des sièges à pourvoir, il est procédé à un second scrutin secret, limité aux candidats ayant obtenu le même nombre de voix. Si, à l’issue du second tour de scrutin, deux ou plusieurs candidats obtiennent le même nombre de voix, le/la Président(e) procède à un tirage au sort pour désigner le candidat élu. | **37.9** | **[pas de modification du texte de l’article 15.9]** |  |
| 15.10 | Lorsque le décompte des voix est achevé, le/la Président(e) proclame les résultats du scrutin pour chacun des groupes électoraux. | **37.10** | **[pas de modification du texte de l’article 15.10]** |  |
|  | **V SECRÉTARIAT DE L’ASSEMBLÉE** |  | **~~V~~ CHAPITRE IX**  **SECRÉTARIAT DE L’ASSEMBLÉE** |  |
|  | **Article 16**  **Secrétariat** |  | **~~Article 16~~ Article 38**  **Secrétariat** |  |
| 16.1 | Le/La Directeur/Directrice général(e) de l’UNESCO ou son/sa représentant(e) participe aux travaux de l’Assemblée, sans droit de vote. Il/Elle peut à tout moment présenter des déclarations orales ou écrites à l’Assemblée sur toute question à l’étude. | **38.1** | **Le/La Directeur/Directrice général(e) de l’UNESCO ou son/sa représentant(e) participe aux travaux de l’Assemblée, de ses organes subsidiaires et du Bureau, sans droit de vote. Il/Elle peut à tout moment ~~présenter~~ faire ~~des~~ une déclaration~~s~~ orale~~s~~ ou écrite~~s~~ à l’Assemblée sur toute question ~~à l’étude~~ en discussion.** | ***Raison de la proposition :***  La proposition reproduit le texte du règlement intérieur de la majorité des assemblées, avec une légère harmonisation terminologique.  En outre, l’article 38.1 proposé reconnaît que le/la Directeur/Directrice général(e) ou son/sa représentant(e) participe aux travaux non seulement de l’assemblée elle-même, mais aussi de ses organes subsidiaires et du Bureau. |
| 16.2 | Le/La Directeur/Directrice général(e) de l’UNESCO désigne un membre du Secrétariat de l’UNESCO comme Secrétaire de l’Assemblée, ainsi que d’autres fonctionnaires qui constituent ensemble le Secrétariat de l’Assemblée. | **38.2** | **Le/La Directeur/Directrice général(e) de l’UNESCO désigne un ~~membre~~ fonctionnaire du Secrétariat de l’UNESCO comme Secrétaire de l’Assemblée, ainsi que d’autres fonctionnaires qui constituent ensemble le Secrétariat de l’Assemblée.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 38.2 proposé consacre la disposition contenue dans le Règlement intérieur des sept assemblées, avec une légère harmonisation terminologique. |
| 16.3 (i) | Le Secrétariat est chargé de recevoir, traduire et distribuer dans les six langues de travail, au moins trente jours avant l’ouverture de la session de l’Assemblée, tous les documents officiels. | **38.3** | **Le Secrétariat est chargé de recevoir, traduire et distribuer ~~dans les six langues de travail, au moins trente jours avant l’ouverture de la session de l’Assemblée,~~ tous les documents ~~officiels~~; d’assurer l’interprétation des débats ; d’établir un compte rendu des séances ; de publier les résolutions adoptées et de les distribuer aux États parties.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 38.3 proposé reflète la pratique des sept assemblées en termes de fonctions du Secrétariat, avec une terminologie harmonisée, et comprend la préparation de comptes rendus analytiques de la session de l’assemblée (afin d’être cohérent avec l’article 26 proposé) ainsi que le dispositif d’interprétation des débats qui est tiré de l’article 16.3 (ii) du Règlement intérieur actuel. |
| 16.3 (ii) | Il assure l’interprétation des débats et s’acquitte également de toutes les autres tâches nécessaires à la bonne marche des travaux de l’Assemblée. | **38.4** | **~~Il~~ Le Secrétariat ~~assure l’interprétation des débats et~~ s’acquitte également de toutes les autres tâches nécessaires ~~à la bonne marche~~ au bon déroulement des travaux de l’Assemblée.** | ***Raison de la proposition :***  Le dispositif mis en place pour l’interprétation est déplacé vers la l’article 38.3 proposé. |
|  | **VI ADOPTION, AMENDEMENT ET SUSPENSION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR** |  | **~~VI~~ CHAPITRE X**  **~~ADOPTION,~~ AMENDEMENT ET SUSPENSION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR** |  |
|  | **Article 17**  **Adoption** |  | **~~Article 17~~**  **~~Adoption~~** |  |
|  | L’Assemblée adopte son Règlement intérieur par décision prise en séance plénière à la majorité des représentants des États présents et votants. |  | **~~L’Assemblée adopte son Règlement intérieur par décision prise en séance plénière à la majorité des représentants des États présents et votants~~** | ***Raison de la proposition :***  Étant donné que le Règlement intérieur a déjà été adopté par l’Assemblée générale de la Convention de 2003, la disposition peut être supprimée. |
|  | **Article 18**  **Amendement** |  | **~~Article 18~~ Article 39**  **Amendment** |  |
|  | L’Assemblée peut modifier le présent Règlement intérieur par décision prise en séance plénière à la majorité des deux tiers des représentants des États présents et votants. |  | **L’Assemblée peut ~~modifier~~ amender le présent Règlement intérieur par décision prise ~~en séance plénière~~ à la majorité des deux tiers ~~des représentants~~ des États parties présents et votants, sauf lorsqu’il reproduit les dispositions de la Convention.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 39 proposé harmonise le libellé déjà inclus dans le règlement intérieur des sept assemblées et clarifie la majorité requise. Il est en outre proposé d’ajouter dans la disposition la précision selon laquelle l’Assemblée ne peut pas modifier son règlement intérieur lorsqu’il reproduit des dispositions de la Convention. |
|  | **Article 19**  **Suspension** |  | **~~Article 19~~ Article 40**  **Suspension** |  |
|  | L’application de certains articles du présent Règlement intérieur peut être suspendue, exception faite des articles qui reproduisent certaines dispositions de la Convention, par décision de l’Assemblée générale prise en séance plénière à la majorité des deux tiers des États parties présents et votants. |  | **L’Assemblée peut suspendre ~~L~~l’application ~~de certains~~ d’un article~~s~~ du présent Règlement intérieur ~~peut être suspendue, exception faite des articles qui reproduisent certaines dispositions de la Convention,~~ par une décision ~~de l’Assemblée générale~~ prise ~~en séance plénière~~ à la majorité des deux tiers des États parties présents et votants, sauf lorsqu’il reproduit les dispositions de la Convention.** | ***Raison de la proposition :***  L’article 40 proposé reproduit les termes de l’actuel article 19 du Règlement intérieur actuel, avec une harmonisation terminologique mineure.  Il est proposé d’omettre la précision selon laquelle une décision de suspendre l’application du Règlement intérieur doit être prise « en séance plénière » afin de donner plus de flexibilité à l’Assemblée. |

1. Les règlements intérieurs des sept assemblées sont les règlements intérieurs de : la Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention de 1954, la Réunion des États parties à la Convention de 1970, l’Assemblée générale des États parties à la Convention de 1972, la Réunion des États parties au Deuxième Protocole de 1999, la Réunion des États parties à la Convention de 2001, l’Assemblée générale des États parties à la Convention de 2003 et la Conférence des Parties à la Convention de 2005. [↑](#footnote-ref-1)
2. [38 C/Résolution 101](https://unesdoc.unesco.org/in/documentViewer.xhtml?v=2.1.196&id=p::usmarcdef_0000243325_fre&file=/in/rest/annotationSVC/DownloadWatermarkedAttachment/attach_import_26bcf2ea-457a-4403-bbf1-26fa068507b7%3F_%3D243325fre.pdf&updateUrl=updateUrl1280&ark=/ark:/48223/pf0000243325_fre/PDF/243325fre.pdf.multi&fullScreen=true&locale=fr#%5B%7B%22num%22%3A206%2C%22gen%22%3A0%7D%2C%7B%22name%22%3A%22XYZ%22%7D%2C54%2C771%2C0%5D); [document 38 C/23](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000259886/PDF/259886fre.pdf.multi) [↑](#footnote-ref-2)
3. [Document 39 C/20](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000259081_fre/PDF/259081fre.pdf.multi) [↑](#footnote-ref-3)
4. [39 C/Résolution 87](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000260889_fre/PDF/260889fre.pdf.multi) telle qu’amendée par la Commission APX ([document 39 C/70](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000260089_fre/PDF/260089fre.pdf.multi)) [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir les [Recommandations](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000259081_fre/PDF/259081fre.pdf.multi) 96 notamment, 58, 65, 66, 67 et 71. [↑](#footnote-ref-5)
6. Les demandes des assemblées sont recensées dans le document [41 C/55](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379755/PDF/379755fre.pdf.multi) (pages 1 et 2). [↑](#footnote-ref-6)
7. Voir <https://ich.unesco.org/fr/runion-d-information-et-d-change-01253>. [↑](#footnote-ref-7)
8. Les ajustements sont les suivants :

   Anglais : proposition pour l’Article 3.3, note explicative pour l’Article 7.4 proposé et l’Article 15.9 en vigueur, et

   Français : proposition pour l’Article 3.3, note explicative pour l’Article 7.4 et propositions pour les Articles 6.3 et 23. [↑](#footnote-ref-8)
9. <https://ich.unesco.org/fr/convention> [↑](#footnote-ref-9)
10. Le règlement intérieur des sept assemblées correspond au Règlement intérieur de : la Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention de 1954, l’assemblée de la Convention de 1970, l’Assemblée générale des États parties à la Convention de 1972, la Réunion des États parties au Deuxième Protocole de 1999, la Réunion des États parties à la Convention de 2001, l’Assemblée générale des États parties à la Convention de 2003 et la Conférence des Parties à la Convention de 2005. [↑](#footnote-ref-10)
11. Article 4.2 de la Convention de 2003, « L’Assemblée générale se réunit en session ordinaire tous les deux ans. » [↑](#footnote-ref-11)
12. Article 4.2 de la Convention de 2003, « [...] Elle peut se réunir en session extraordinaire si elle en décide ainsi ou si demande lui en est adressée par le Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ou par au moins un tiers des Etats parties. » [↑](#footnote-ref-12)
13. Le Groupe de travail à composition non limitée sur les méthodes de travail de la 41e session de la Conférence générale a été créé par la 211e session du Conseil exécutif avec pour mandat de fournir des orientations pour l’organisation d’une session en ligne de la Conférence générale ([211 EX/Décision 27.II](https://unesdoc.unesco.org/in/documentViewer.xhtml?v=2.1.196&id=p::usmarcdef_0000377290_fre&file=/in/rest/annotationSVC/DownloadWatermarkedAttachment/attach_import_d432fd97-48fc-4a95-b405-b2bdbce74d99%3F_%3D377290fre.pdf&updateUrl=updateUrl4079&ark=/ark:/48223/pf0000377290_fre/PDF/377290fre.pdf.multi&fullScreen=true&locale=fr#%5B%7B%22num%22%3A100%2C%22gen%22%3A0%7D%2C%7B%22name%22%3A%22XYZ%22%7D%2C54%2C666%2C0%5D)). [↑](#footnote-ref-13)
14. Voir Annexe 1 du [Document 39C/70](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000260089_fre/PDF/260089fre.pdf.multi), Recommandations du Groupe de travail sur la gouvernance, paragraphe 62. [↑](#footnote-ref-14)
15. Article 3 du Règlement intérieur de l’Assemblée générale des États parties à la Convention de 2003. [↑](#footnote-ref-15)
16. Voir article 40 du Règlement intérieur de la Conférence générale. [↑](#footnote-ref-16)
17. Règlement intérieur de la Réunion des États parties à la Convention de 1970 : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000377772_fre> [↑](#footnote-ref-17)
18. Règlement intérieur de la Réunion des États parties à la Convention de 2001 : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372668_fre> [↑](#footnote-ref-18)
19. Règlement intérieur de la Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention de 1954 : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000155565> [↑](#footnote-ref-19)
20. Voir l’article 14.1 du Règlement intérieur du comité de la Convention de 1970. [↑](#footnote-ref-20)
21. Article 15.1 du Règlement intérieur du comité de la Convention de 1972 [↑](#footnote-ref-21)
22. Article 18.1 du Règlement intérieur du comité du Deuxième Protocole de 1999. [↑](#footnote-ref-22)
23. Article 58.2 du Règlement intérieur de la Conférence générale et article 29.2 du Règlement intérieur du Conseil exécutif. [↑](#footnote-ref-23)
24. Voir l’article 19 du Règlement intérieur de la Réunion des États parties à la Convention de 2001. [↑](#footnote-ref-24)
25. Voir article 39 du Règlement intérieur du Conseil exécutif et article 71 du Règlement intérieur de la Conférence générale. [↑](#footnote-ref-25)
26. Voir l’article 39 du Règlement intérieur du Conseil exécutif et article 71 du Règlement intérieur de la Conférence générale. [↑](#footnote-ref-26)
27. Article 40 du Règlement intérieur du Conseil exécutif. [↑](#footnote-ref-27)
28. Voir l’article 14 du Règlement intérieur de la Réunion des États parties à la Convention de 2001. [↑](#footnote-ref-28)
29. Voir article 41 du Règlement intérieur du Conseil exécutif et article 72 du Règlement intérieur de la Conférence générale. [↑](#footnote-ref-29)
30. Voir l’article 15 du Règlement intérieur de la Réunion des États parties à la Convention de 2001. [↑](#footnote-ref-30)
31. Voir l’article 42 du Règlement intérieur du Conseil exécutif et l’article 73 du Règlement intérieur de la Conférence générale. [↑](#footnote-ref-31)
32. Voir l’article 16 du Règlement intérieur de la Réunion des États parties à la Convention de 2001. [↑](#footnote-ref-32)
33. Voir l’article 43 du Règlement intérieur du Conseil exécutif et l’article 74 du Règlement intérieur de la Conférence générale. [↑](#footnote-ref-33)
34. Voir l’article 75 du Règlement intérieur de la Conférence générale. [↑](#footnote-ref-34)
35. Article 16.3(i) du Règlement intérieur de l’Assemblée générale des États parties à la Convention de 2003. [↑](#footnote-ref-35)
36. Voir l’article 27.4 du Règlement intérieur de la Réunion des États parties à la Convention de 2001. [↑](#footnote-ref-36)
37. Voir l’article 20.4 du Règlement intérieur de la Réunion des États parties à la Convention de 2001 et l’article 14.5 du Règlement intérieur de la Conférence des parties à la Convention de 2005. [↑](#footnote-ref-37)
38. Voir l’article 86 du Règlement intérieur de la Conférence générale. [↑](#footnote-ref-38)
39. Voir l’article 85 du Règlement intérieur de la Conférence générale. [↑](#footnote-ref-39)
40. Voir l’article 20.10 du Règlement intérieur de la Réunion des États parties à la Convention de 2001. [↑](#footnote-ref-40)
41. Voir l’article 14.11 du Règlement intérieur de la Conférence des parties à la Convention de 2005. [↑](#footnote-ref-41)
42. Règlement intérieur de la Conférence générale : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380874_fre> [↑](#footnote-ref-42)
43. Règlement intérieur de la Conférence générale : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380874_fre> [↑](#footnote-ref-43)
44. Voir l’article 83 du Règlement intérieur de la Conférence générale. [↑](#footnote-ref-44)